

## EN BREF

**Nantes Maker Campus se poursuit de 10 h à 18 h ce week-end**

Pierre Oréface est ravi. Le directeur général des Machines de l'île, qui organise avec Makeme le grand rendez-vous de la création, Nantes Maker Campus, ne s'attendait pas à recevoir hier autant de visiteurs venus découvrir et tester ou encore participer aux différents ateliers proposés. À l'orée de la 5<sup>e</sup> édition de cette rencontre unique au monde entre artistes, Makers et professionnels, c'est une évidence : « Les gens ont besoin de sortir, de se retrouver, on se sent bien ».

Les organisateurs ont, crise sanitaire oblige, eu deux ans pour peaufiner cette édition et plus de 70 % des 120 exposants makers réunis sous les nefs sont invités pour la première fois. Que ceux qui n'ont pas eu l'occasion de s'y rendre ce vendredi soient rassurés : Nantes Maker Campus accueille encore les visiteurs ce samedi et ce dimanche, de 10 heures à 18 heures. Une précision importante puisque « une coquille » était glissée dans les horaires d'ouverture publiés dans notre supplément du jeudi 24 juin. L'erreur est réparée et les passionnés ou Géo Trouvetout en herbe n'ont plus d'excuses pour manquer ce bel événement.

**Nantes rejoint le réseau des villes anti-gaspi****Too good to go**

Pour aller plus loin dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, Nantes rejoint le réseau de villes anti-gaspi lancé par Too good to go. La ville de 320 000 habitants s'engage ainsi, aux côtés de Bordeaux, Toulouse, Saint-Denis, Rueil-Malmaison, Carrière-sous-Poissy et Jouy-en-Josas, à mettre en place des actions concrètes pour un impact fort sur le gaspillage alimentaire. Comme première concrétisation de son engagement, Nantes accueille une exposition d'illustrations de 14 artistes européens, sur le thème du gaspillage alimentaire. Elle se déroule dans le cadre des 48 heures de l'Agriculture Urbaine, organisée ce week-end à l'Agronaute.

## Nouvelle énergie pour les ex-maisons EDF

**LOGEMENT.** Rue de la Gilarderie, trois anciennes maisons de salariés de RTE font l'objet d'une réhabilitation. Après avoir été squattées, elles deviendront une halte pour migrants.



Architectes, associations et voisins coopèrent pour faire des anciennes maisons EDF une halte pour migrants.

Photo Presse Océan

De souvenir de riverains, les maisons mitoyennes occupées par les salariés de RTE (filiale d'EDF), rue de la Gilarderie, à Nantes, étaient vides depuis au moins 2013. Ils y ont vu débarquer trois ou quatre ans plus tard, plusieurs dizaines de migrants, une soixantaine au plus fort de l'occupation, à la recherche d'un toit sous lequel y faire une halte dans leur cahoteux chemin d'exil.

### Une coopération entre acteurs sociaux, architectes et riverains

Des associations spécialisées dans le droit au logement et l'accompagnement des personnes sans-abris sont rapidement intervenues pour apporter une aide aux réfugiés. Le collectif de jeunes architectes Saga aussi,

pour réfléchir à « comment rendre vivable » ce lieu vétuste et insalubre, que la surpopulation a continué à dégrader. Ils ont été rejoints par un collectif de « riverains solidaires », également impliqués. L'ensemble des trois maisons mitoyennes a finalement été cédé par RTE à l'association Une famille en un toit, qui s'est « engagée à prendre en charge l'habitation et les gens à l'intérieur, pour qu'il y ait un avenir plus institutionnel sur ce lieu », raconte Brody Boudailler, salarié de l'association. Les occupants ont progressivement quitté le squat, jusqu'à il y a encore quelques semaines, pour des solutions d'hébergement plus pérenne.

Depuis, les anciennes maisons EDF se préparent à un vaste chantier. Une famille en un toit veut profiter du retour d'expérience de l'occupa-

tion passée et « de l'énergie » qui s'en est dégagée pour en faire demain une halte pour migrants : des « logements transitoires » pour aider des populations « marquées par leur parcours migratoire » à s'intégrer. L'insertion par le logement est le credo de l'association.

Le Studio Bali, collectif d'architectes, a été sollicité pour cesser le projet de réhabilitation. « Ce genre d'acteur (Une famille en un toit) cumule la capacité à suivre les gens socialement et à structurer un projet. C'est un interlocuteur privilégié », raconte Pierre-Yves Guérin, l'un des architectes.

### Un chantier vivant

Les 330 m<sup>2</sup> d'habitation seront remodelés en une quinzaine de chambres individuelles, pouvant accueillir un ou deux lits. Le rez-de-chaussée sera traversant

mais le premier étage restera séparé en trois îlots.

Le bâtiment va bénéficier d'une nouvelle isolation thermique par l'extérieur, à base de laine de bois et d'enduits à la chaux, « pour que ce soit plus durable dans le temps », pointe Pierre-Yves Guérin. Les espaces extérieurs se destinent à accueillir des équipements sportifs ou des potagers, potentiellement ouverts à tout le voisinage.

Le chantier doit débiter d'ici le début de l'année 2022, pour une livraison espérée à l'été suivant. Acteurs sociaux, architectes et riverains veulent faire vivre le lieu pendant les travaux, avec des goûters, des chantiers participatifs ou la mise à disposition des grilles de clôture pour des artistes.

Hugo Bossard

## Sans-abri : lettre ouverte pour un plan d'urgence

L'intercollectif « Personne à la rue ! », composé d'une quarantaine d'associations et de collectifs d'aide aux sans-abri, a interpellé la maire de Nantes, Johanna Rolland, au travers d'une lettre ouverte, le 30 juin. Il réclame « un plan d'urgence pour l'état à Nantes » pour « des personnes à la rue qui sont en très grand danger ».

« (...) Nous avons fait un constat alarmant sur l'augmentation des tensions, violences, vols et agressions dont sont victimes les personnes à la rue qui y participent malheureusement parfois (...) Nous constatons unanimement que les présences policières seules augmentent les tensions sans les résoudre. Nous constatons évidemment un accom-

pagnement insuffisant par rapport aux addictions ou souffrances psychiques et psychologiques et la première des urgences est de mettre à l'abri toutes [ces] personnes (...) », avance l'intercollectif dans sa lettre ouverte.

Les associations et collectifs dénoncent aussi l'expulsion du square Vertais « tellement éprouvante pour les person-

nes concernées et pour les bénévoles (et les militants) qui les accompagnent ».

Il demande la mise à disposition de gymnases ou de bâtiments inoccupés pour les sans-abri, qu'aucun bidonville ne soit expulsé, et propose à Johanna Rolland une rencontre le 6 juillet.

HB